

- Communiqué de presse -

Paris, le 24 avril 2009
CP/SG/JT/550/09

**Les situations politiques à Madagascar, en Guinée et en Mauritanie
examinées lors de la 72^e session du Conseil permanent de l'Organisation
internationale de la Francophonie (OIF)**

Présidée par Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, la 72^e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a réuni, ce 24 avril 2009 à Paris, les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Abdou Diouf a ouvert les travaux en rappelant que la Francophonie doit se préoccuper très sérieusement des événements dramatiques qui ébranlent la stabilité de certains de ses Etats membres. « *La démarche spécifique de l'Organisation internationale de la Francophonie est non seulement de condamner mais aussi d'accompagner ces Etats sur le chemin du retour à un ordre constitutionnel démocratique* », a-t-il déclaré. Après un tour d'horizon des récentes activités politiques et diplomatiques de l'OIF au Tchad, en République centrafricaine, aux Comores, en Guinée-Bissau et au Togo, il a abordé l'évolution de la situation dans les trois pays membres sous examen et pour lesquels des sanctions ont été prises précédemment, lors de sessions extraordinaires du CPF.

S'agissant de la situation en **Mauritanie**, suspendue de l'Organisation dès le 26 août 2006, Abdou Diouf a rappelé que la dernière réunion du Groupe international de Contact sur la Mauritanie, dont la Francophonie est un membre actif, a défini clairement les paramètres pertinents pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Face à la décision unilatérale des autorités mauritaniennes de maintenir la tenue des élections présidentielles le 6 juin prochain et tout en déplorant l'absence de dialogue et de recherche d'un consensus, le CPF s'est prononcé pour le maintien de la suspension de la Mauritanie de la Francophonie.

Concernant la **Guinée**, suspendue de la Francophonie depuis le 16 janvier 2009, les membres du Conseil permanent ont pris note des avancées du processus de transition en cours, notamment la reprise du dialogue entre le Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD) et les Forces vives, la levée de la suspension des activités politique et syndicales, la relance de la Commission électorale et l'élaboration d'un calendrier consensuel conduisant à la tenue d'élections législatives et présidentielles avant la fin de l'année 2009. Les membres du CPF se sont félicités de la cohésion de l'action de la Communauté internationale dans le cadre du Groupe international de Contact sur la Guinée et ont décidé de maintenir la suspension de ce pays en attendant que soient complétés et formalisés l'ensemble des engagements pris pour une transition rapide et acceptable.

Sur la situation à **Madagascar**, le CPF a souhaité, en liaison étroite avec ses partenaires, un retour à la stabilité et au dialogue mais a aussi rappelé ses exigences pour un retour à un ordre constitutionnel et à une vie politique plus apaisée, plus consensuelle et plus responsable. A cet égard, la Francophonie se félicite de la création d'un Groupe international de Contact, dont elle est membre, et qui se réunira pour la première fois le 30 avril 2009 à Addis-Abeba. Les représentants des chefs d'Etat et de gouvernement ont maintenu les mesures de suspension prises le 2 avril 2009, compte-tenu des incertitudes persistantes qui caractérisent la situation dans ce pays.

Enfin, en perspective du 10^e anniversaire, en décembre 2010, de l'adoption de la Déclaration de Bamako sur les pratiques de la démocratie, les droits et les libertés dans l'espace francophone, plusieurs délégations ont adhéré à la suggestion d'Abdou Diouf de développer une réflexion approfondie sur la prévention des conflits et l'alerte précoce.

En matière de coopération, les Etats et gouvernements ont salué les travaux en cours pour présenter, à la Conférence ministérielle de la Francophonie de décembre 2009, une programmation 2010-2013 axée sur les résultats, en rappelant qu'elle doit s'inscrire dans le Cadre Stratégique Décennal et de ses quatre missions. Tous les intervenants ont également souligné les efforts déployés pour mettre en œuvre un plan de gestion stratégique qui permettra d'améliorer l'efficacité et la qualité des projets proposés par l'OIF. Enfin, le CPF s'est félicité de la synergie qui se développe, dans les actions de coopération destinées aux populations, entre, notamment, l'OIF et les différents opérateurs : l'Agence universitaire

de la Francophonie (AUF), TV5Monde, l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) et l'Université Senghor d'Alexandrie. Leurs responsables respectifs ont d'ailleurs brièvement fait état de la mise en œuvre de leurs programmations et de leurs agendas pour l'élaboration de la programmation quadriennale 2010-2013. Sur le volet économique et suite à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement membres du G20 réunis à Londres, le 2 avril dernier, les représentants des deux Etats francophones, le Canada et la France, ont présenté et commenté les décisions adoptées à Londres. Enfin, le CPF s'est réjoui de l'annonce de plus de 50 délégations et près de trois mille athlètes et artistes attendus à Beyrouth, du 27 septembre au 6 octobre 2009 pour la sixième édition des Jeux de la Francophonie.

L'OIF compte 56 Etats et gouvernements membres, et 14 pays observateurs.

Pour plus de renseignements sur la Francophonie : www.francophonie.org

Contacts Presse :

Julie Tilman, attachée de presse du Secrétaire général. Tél. : (33) 1 44 11 12 68 ; julie.tilman@francophonie.org